

Convention collective

IDCC : **8262 | EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)

(Étendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

Avenant n° 63 du 15 octobre 2019

NOR : AGRS2097011M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles FRSEA de Bourgogne-Franche-Comté ;

Fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole FRCUMA de Bourgogne-Franche-Comté ;

Fédération entrepreneurs des territoires EDT Bourgogne,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

FGTA FO ;

FNAF CGT ;

SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet de définir les modalités de gestion des sommes résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité, tel que prévu à l'article 5 du régime de prévoyance des salariés non-cadres des exploitations et entreprises agricoles de cultures et d'élevage, spécialisées ou non, de Côte-d'Or, Nièvre et Yonne, et entreprises de travaux agricoles et ruraux et coopératives d'utilisation de matériel agricole de Côte-d'Or, de l'annexe III de la convention collective du 21 novembre 1997.

En complément des dispositions du présent avenant, les organisations syndicales et professionnelles agricoles s'engagent à assurer le suivi des sommes collectées ainsi que des modalités de gestion de ce fonds.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès

lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de prévoyance dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective du 21 novembre 1997 et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Article 1^{er} | *Gestion locale des fonds issus de la mise en œuvre du principe de solidarité au titre du régime de prévoyance*

Il est ajouté à l'annexe III de la convention collective susvisée un article 5.1 intitulé « Gestion des fonds résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité », rédigé comme suit :

« Article 5.1 | *Gestion des fonds résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité*

Conformément aux dispositions du présent article, il est institué, dans le cadre du régime de prévoyance, un fonds social qui a pour finalité de mettre en œuvre le principe de solidarité établi par les organisations syndicales et professionnelles agricoles signataires de l'accord interdépartemental.

Le salarié ou ses ayants droit peuvent constituer une demande d'aide au titre de la solidarité auprès de la "Commission paritaire locale de pilotage du fonds social", telle que définie à l'article 5.1.2 ci-après.

Afin de simplifier et d'organiser le fonctionnement du fonds social, ainsi que la gestion des actions qu'il finance, les parties ont souhaité adopter les dispositions suivantes :

Article 5.1.1 | *Financement du fonds social*

Conformément à l'article 5 de la présente annexe, le fonds social est alimenté à hauteur de 1 % des cotisations, nettes de frais et chargements de gestion, appelées par les organismes assureurs auprès desquels les exploitations et entreprises ont souscrit des contrats collectifs de prévoyance dans le cadre du présent régime.

Article 5.1.2 | *Commission paritaire locale de pilotage du fonds social*

Afin d'assurer la parfaite sécurité juridique de la gestion du fonds ainsi constitué, il est institué une "Commission paritaire locale de pilotage du fonds social", issue de la commission paritaire de suivi du présent régime.

Les membres de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social ont compétence pour mettre en œuvre les actions de ce fonds selon les conditions définies à l'article 5.1.4 du présent accord.

Article 5.1.3 | *Composition de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social*

La commission paritaire locale de pilotage du fonds social est composée des organisations syndicales de salariés signataires de l'accord de prévoyance des salariés non-cadres des exploitations et entreprises agricoles de cultures et d'élevage, spécialisées ou non, de Côte-d'Or, Nièvre et Yonne, et entreprises de travaux agricoles et ruraux et coopératives d'utilisation de matériel agricole de Côte-d'Or, à raison d'un titulaire et d'un suppléant, et d'un nombre égal de membres désignés par les organisations professionnelles agricoles signataires.

Le suppléant ne fait partie de ladite commission qu'en l'absence du titulaire.

Un président et un secrétaire général sont désignés pour un mandat annuel, respectivement et en alternance dans chacun des collèges employeurs et salariés.

Article 5.1.4 | *Attributions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social*

La commission paritaire locale de pilotage du fonds social, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, est chargée de contrôler la bonne affectation des actifs du fonds social effectuée par les organismes assureurs auprès desquels les exploitations et entreprises ont souscrit des contrats collectifs de prévoyance, et de décider des actions sociales et/ou des actes de solidarité à mettre en œuvre dans le cadre de ce fonds.

Les décisions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social sont prises selon les dispositions relatives à la conclusion des accords de branche prévues par le code du travail.

Article 5.1.5 | *Réunions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social*

La commission paritaire locale de pilotage se réunit au moins une fois par an, et sur saisine d'une partie signataire du régime, sur convocation du président ou du secrétaire général de ladite commission.

Lors de cette réunion, ladite commission reçoit les rapports d'activité, les comptes de résultats et les bilans du fonds social établis par les organismes assureurs à cet effet. »

Article 2 | *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur au premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension.

Article 3 | *Dépôt et extension*

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 15 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)